

La mobilisation des agriculteurs et agricultrices n'est pas un combat contre l'écologie - c'est une lutte pour l'autonomie.

Suite aux mobilisations récentes de nombreux agriculteurs et agricultrices en France, le sujet des 'normes environnementales' a occupé une place centrale dans les discours politiques et les médias. Les agriculteur.trice.s français ont-ils mené un combat contre une écologie qui les empêcherait de travailler ? Ce combat a peut-être été celui de certains, mais **ce que beaucoup rejettent, ce sont avant tout les multiples relations de dépendance profondément inégalitaires qui les assujettissent, et le sentiment d'injustice qui en découle** : soumission à la volatilité du marché, dépendance aux aides de la PAC et aux banques pour survivre, sujétion aux règles de la grande distribution et obédience aux conseils extérieurs indispensables pour assurer la conformité réglementaire de leurs fermes.



La majorité des agriculteurs et agricultrices aspire avant tout à plus d'**autonomie**, une **reconnaissance** de leur travail au travers d'un revenu décent, une **juste répartition** des risques, des coûts et bénéfices entre tous les acteurs : agriculteurs, État, société et acteurs économiques.

Plusieurs études scientifiques montrent que l'autonomie est une aspiration partagée par de nombreux agriculteur.trice.s et paysan.ne.s dans le monde - elle constitue même une **caractéristique centrale** de leur identité. Il ne s'agit pas de décider seul sur sa ferme, affranchi de toute forme de contrôle réglementaire, isolé du reste de la profession, ou de substituer l'humain et l'écologie par la technologie. **L'autonomie réelle est collective**. C'est un équilibre entre une liberté individuelle de décision et de multiples relations sociales et économiques. **Être autonome, c'est pouvoir choisir ces relations** et les renégocier, c'est réduire les relations de dépendance inégalitaires.

Pour les agriculteurs du collectif COTERRA, être autonome signifie concrètement **réduire les achats d'intrants** (aliments pour les animaux, engrais, pesticides, énergie), notamment en favorisant les processus du vivant : autrement dit rechercher une autonomie de ressources. Cela signifie encore **avoir le pouvoir et la capacité de faire des choix techniques et économiques pertinents**, c'est-à-dire disposer à la fois d'une autonomie de décision et d'une autonomie de savoirs et de pensée. Cela signifie enfin **vivre mieux**, avec une charge mentale et un rythme de travail choisis et non subis.

Sortir des relations de dépendance inégalitaires qui se sont développées avec le système agricole productiviste actuel est difficile pour la plupart des agriculteur.trice.s. Un tel effort nécessite une grande détermination, un réseau social bien établi, une certaine marge de manœuvre financière, un accès à des connaissances techniques pointues et encore le courage de remettre en question et d'enfreindre certaines normes professionnelles bien établies.

Mais tout le poids du changement ne peut reposer uniquement sur les agriculteur.trice.s – il faut également un changement du système agricole dans son ensemble.

La plupart des annonces gouvernementales en réponse aux revendications du monde agricole nous semble donc aller à contre-courant du changement de système nécessaire et n'apporteront pas de **réponse durable** à la crise actuelle. Elles opposent agriculture et écologie de manière stérile, alors que les bases même de l'agriculture reposent sur le vivant et sur l'écologie.

Sur la base des travaux de recherche interdisciplinaires menés dans le projet COTERRA et de nombreux autres projets, **nous défendons la nécessité de travailler de manière collaborative** (agriculteurs, chercheurs, décideurs publics, conseil agricole, etc.) **et à plusieurs échelles** (de la ferme au territoire et au national) sur **trois leviers d'action** :



• Favoriser les **processus écologiques** pour des systèmes agricoles plus autonomes : accroître la **régulation** biologique des écosystèmes et l'**activité biologique** du sol permet de réduire la dépendance aux intrants chimiques, comme le démontrent des expertises scientifiques collectives récentes. Réciproquement, un système agricole plus autonome est plus à même de générer des **bénéfices environnementaux**.



• Soutenir le **collectif** : la **coopération** entre pairs au travers de l'échange de ressources, du **partage** de savoirs ou de nouvelles formes d'organisation pour le stockage, la transformation ou la commercialisation est essentielle pour gagner en autonomie.



• Réorienter les **politiques publiques** : celles-ci ont un rôle essentiel à jouer pour **favoriser ces coopérations** et peuvent **mieux accompagner** les agriculteurs et agricultrices dans la prise de risques qu'impliquent les changements de système, comme le propose un rapport récent d'une mission parlementaire. Elles doivent aussi **agir de manière plus structurelle** sur l'organisation des filières de transformation et de commercialisation et sur les accords de commerce international.

Signataires.

- Lionel ALLETTO, directeur de recherche
- Fabien BOUTEIX, technicien de rivière
- Emmanuel CAGNIN, agriculteur
- Floriane CLEMENT, chargée de recherche
- Sophie DUCOS-BOUE, technicienne de recherche
- Camille DUMAT, professeure
- Diane ESQUERRE, ingénieure d'études
- Christine HERVE, chargée de recherche
- Julien LACROIX, agriculteur et maire de Saman
- Sylvie LADET, ingénieure d'études
- Célia MEDAN, chargée d'animation territoriale
- Caroline MOUILLE, ingénieure d'études
- Anne SOURDRIL, chargée de recherche
- Aude Vialatte, directrice de recherche

Membres du collectif COTERRA.

Références.

Discours politiques / article Basta 01/02/2024 :
<https://basta.media/Crise-agricole-vers-un-recul-ecologique-et-social-orchestre-par-la-FNSEA-et-l-agrobusiness-normes-environnementales>

Expertises scientifiques / article Le Monde 07/02/2024 :
https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/07/pesticides-nous-chercheurs-et-chercheuses-denoncons-une-mise-au-placard-des-connaissances-scientifiques_6215195_3232.html

Rapport mission parlementaire 24/01/2024 :
<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/commissions-permanentes/developpement-durable/missions-de-la-commission/mi-dynamiques-biodiversite-paysages-agricoles>

Le collectif COTERRA réunit agriculteurs, acteurs de la recherche, du conseil et de l'enseignement agricole, collectivités territoriales, syndicats de rivière autour d'un projet de recherche-action participatif mené dans le Nord Comminges, au sud-ouest de Toulouse. COTERRA est l'acronyme pour « repenser les collectifs agricoles dans leur territoire pour plus d'autonomie ». Le projet est financé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et la Fondation de France. Plus d'informations : <https://projet-coterra.fr/>.